

Recension du livre de Jean-Marie Harribey, **Le trou noir du capitalisme**

vendredi 3 avril 2020, par François Morin

L'initiative de cette recension me revient entièrement. Il m'est apparu en effet nécessaire de rendre compte du livre de Jean-Marie Harribey en raison de son importance dans le contexte actuel des refondations à imaginer à partir de la crise actuelle du capitalisme.

Une fois de plus, il nous livre un ouvrage majeur de réflexions et d'analyses sur l'économie de notre temps, sur ses failles béantes, et notamment sur ses impasses en matière écologique. Surtout, il essaye de dégager les chemins que l'on pourrait emprunter pour sortir des logiques mortifères de ce capitalisme « qui avale tout », à l'image de ces monstres célestes que sont les « trous noirs » [1]. Bien évidemment, en filant cette métaphore astrophysique, Jean-Marie Harribey cherche à illustrer la violence extrême de ce capitalisme globalisé qui absorbe tout sur son passage pour répondre à une seule logique : celle de l'accumulation infinie du capital par la recherche incessante du profit.

L'ouvrage est sorti en février 2020 juste avant que ne se déclenche en Europe la grave crise sanitaire lié au coronavirus. Beaucoup pensent que cette crise sanitaire est la seule cause du dérèglement de nos économies et par exemple de l'effondrement des marchés financiers. Mais, il suffit de lire l'ouvrage de Jean-Marie Harribey pour comprendre que la crise sanitaire n'a été qu'un facteur déclenchant, certes très puissant, d'une crise déjà là, beaucoup plus large, en réalité d'une multi-crise à l'échelle planétaire. Comme catalyseur, le virus a mis brutalement à nu le haut degré de décomposition de nos modèles économiques et politiques actuels.

C'est justement à cette analyse de fond que nous appelle Jean-Marie Harribey. Il veut éclairer « les contradictions qui minent nos société » en prolongeant la réflexion ouverte par son précédent ouvrage : *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste* (Éditions Les Liens qui libèrent, 2013). La thèse essentielle qu'il y développait était déjà de nous faire comprendre que « la richesse ne se réduit pas à la seule valeur économique ». Intéressons nous de plus près à l'argumentaire qu'il nous offre avec son nouvel opus.

Une indication importante nous est donnée par le découpage que le livre nous propose. La première partie veut poser le diagnostic, sans fard et radical, de la situation dégradée de l'économie mondiale : « La crise est bien celle du capitalisme » nous dit son titre. La seconde partie, s'appuyant sur ce diagnostic, cherche à

dégager les voies d'une refonte globale de nos systèmes économiques et sociaux, en posant la question « Vers où bifurquer ? ». On le comprend déjà, ce livre n'est pas seulement un travail intellectuel sur le capitalisme et ses logiques tendanciennes, c'est aussi un ouvrage qui se veut ancrer dans le moment présent avec ses contradictions actuelles pour mieux en dégager ensuite des chemins praticables d'un autre modèle de société qu'il appelle de ses vœux : celui qu'il qualifie, dans sa conclusion, « d'utopie réaliste », c'est-à-dire d'un modèle pour les temps qu'on pourrait espérer proches, qui pourrait déboucher sur « un socialisme écologique ».

Examinons à grands pas les éléments essentiels de sa démonstration. Comment ne pas suivre Jean-Marie Harribey dans son propos initial, celui du diagnostic, quand il souligne, avec l'aide de nombreuses références et tableaux statistiques, les limites sociales et écologiques de l'accumulation du capital ? La raison d'être de cette accumulation effrénée est précisément de faire de la valeur avec de la valeur. Et cette logique-là est bien mortifère car elle aboutit à ce que capitalisme et écologie ne peuvent être finalement qu'incompatibles. Comment en effet concilier d'un côté un capitalisme en quête d'espaces à conquérir pour créer de la valeur appropriable, et de l'autre le respect des équilibres écologiques ?

Le résultat est connu : épuisement des ressources naturelles, destruction de pans entiers de la diversité biologique, acidification des océans, etc., avec, à la clé, un réchauffement de la planète à une vitesse inégalée. Insistons, Jean Marie-Harribey nous offre quantité de tableaux et de graphiques qui nous démontrent clairement et de façon indiscutable comment les crises sociale et écologique sont étroitement intriquées.

C'est à partir de cette analyse aboutie qu'il peut croiser le fer avec d'autres interprétations. Il ne peut évidemment ni défendre la « croissance verte » proposée par les institutions internationales, ni croire aux vertus de ceux qui croient en la « finance verte » : car, une fois de plus, sur le fond, comment imaginer réellement que l'écologie puisse se couler naturellement dans le capitalisme ? De même, le courant de la collapsologie fait l'objet de sa part de ses critiques les plus

sévères : amalgame entre sciences physiques et sciences sociales, naturalisation des rapports sociaux, ignorance du capitalisme comme système d'accumulation, enfin vision naïve de la monnaie conçue comme exogène et non pas comme une institution sociale. Finalement, la collapsologie peut même apparaître comme un idéalisme philosophique qui aboutit, « à dépolitiser, désocialiser, déculturer ... puisque l'on ne peut rien faire ».

Mais, on connaît l'inclination de Jean Marie Harribey à traiter les questions de fond, celles qui, depuis Marx, nous invite à réfléchir notamment sur la question de la valeur en économie. Il va ainsi consacrer de nombreux développements à reprendre la question du travail productif versus travail non productif, ainsi que la question de la production de valeur dans la sphère non marchande, tout thèmes déjà présents au cœur de son précédent ouvrage. C'est pour lui l'occasion de reprendre un argumentaire, mais beaucoup plus développé, contre le courant « critique de la valeur » (R. Kurz, A. Jappe, M. Postone). Son reproche principal est finalement, pour faire court, de ne pas considérer le travail comme une catégorie transhistorique, mais seulement comme une catégorie propre au capitalisme. Jean-Marie Harribey nous invite, au contraire, à réfléchir à la double dimension du travail, à la fois anthropologique et socio-historique.

Cette discussion théorique sur le travail lui fournit une transition toute trouvée pour aborder la seconde partie de son ouvrage : « Vers où bifurquer ? » C'est ici que l'intellectuel se fait citoyen en formulant des propositions qui l'engagent.

La première d'entre elles consiste précisément à vouloir réhabiliter le travail et à considérer comme fondamental ce qu'il a choisi d'appeler « la centralité du travail vivant ». Après avoir rappeler la fragmentation du salariat et non sa disparition, le rôle essentiel toujours actuel des luttes sociales, mais aussi la menace permanente que font peser les politiques néolibérales, Jean-Marie Harribey nous invite à comprendre que si le travail vivant demeure « le premier organisateur de la vie sociale », il faut cependant bien en percevoir la dualité : « le travail est la condition de la reproduction matérielle et symbolique de la société », il contribue également à la construction des identités individuelles et, à celle, au plan collectif, du lien social ».

Rejoignant alors plusieurs propositions concernant le monde de l'entreprise, Jean-Marie Harribey prône la reconnaissance juridique de l'entreprise pour aller davantage vers une véritable propriété sociale. Cela permettrait de revoir l'organisation des pouvoirs et de donner ainsi une assise plus juste à une répartition des fruits du travail. En ce sens, il défend également le droit à l'emploi, le droit à un salaire continué et garanti lorsque

l'emploi s'interrompt.

S'ouvre ensuite la discussion sur les biens communs. Après avoir montré les multiples limites des discussions actuelles, voire leurs contradictions, Jean-Marie Harribey préfère catégoriser les biens dans un espace à trois dimensions : privé/public, exclusion/non exclusion, rivalité/non rivalité. Cette méthode lui permet de distinguer huit combinaisons idéal-typiques, tout en dépassant le strict dilemme État/marché. De là, il dégage la voie pour institutionnaliser des biens communs comme moteur souhaitable de la transition sociale et écologique. Avec comme mise en débat : le périmètre des faisceaux de droits les concernant, le cadre collectif de leur gestion, la répartition entre ce qui relève du public et du commun. Enfin, la mise en cohérence des différentes échelles de décision concernant le commun, le collectif et le public, ne doit pas faire oublier les échelles continentale et mondiale. En jeu, la maîtrise collective de tous les peuples sur la préservation du vivant. Un objectif cruciallement actuel.

Le dernier chemin à emprunter pour nous engager à « bifurquer » est celui pavé par la monnaie. Jean Marie Harribey veut socialiser la monnaie. Il y a plusieurs raisons à cela, mais la plus impérieuse tient à la nécessité de faciliter le financement de la transition sociale et écologique. Après une défense articulée et rigoureuse des taxes écologiques, à condition qu'elles soient justes socialement, il met en exergue le rôle que pourrait jouer la politique monétaire. Il est clair pour lui que, dans la transition, il est absolument indispensable de maîtriser la création monétaire pour financer les investissements de long terme. Rejoignant les conceptions de la monnaie dite endogène, l'essentiel est de partir des besoins de l'économie : la monnaie ne ruisselle pas des banques centrales vers les acteurs, mais c'est bien le contraire. D'où l'importance d'une distribution socialisée du crédit et l'abandon de l'indépendance des banques centrales. On ne peut alors être que sensible à l'idée de retrouver une cohérence entre la politique monétaire et la politique budgétaire, à condition que ces politiques aient bien un soubassement légitime.

Cette dernière proposition fait partie de celles pour lesquelles Jean-Marie Harribey nous appelle à un « socialisme écologique », bien loin des lois actuelles du capitalisme et de son trou noir dévastateur. Mais aussi bien loin du socialisme historique dont on a vu les errements funestes. L'avènement d'un nouveau socialisme écologique ne se produira que si son assise est réellement démocratique.

François Morin est professeur émérite de sciences économiques à l'Université de Toulouse. Il vient de publier *Quand la gauche essayait, Le récit inédit des nationalisations de 1981 et quelques leçons que l'on peut en tirer*, Lux Éditeur, 2020.

Notes

[1] Jean-Marie Harribey, *Le trou noir du capitalisme. Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2020.